

Andelot, symbole de la défense de la ruralité

Environ 300 personnes ont manifesté hier à Andelot pour dire "non" à la fermeture de la trésorerie de la commune.



Jean-Pierre Knoors, Hollandais, installé en Haute-Marne depuis quinze ans, s'est mobilisé.

Rendez-vous le 30 mars

Les élus ne vont pas boycotter la réunion programmée à Andelot le 30 mars à l'invitation de la direction départementale des Finances publiques. Mais il n'est pas sûr que cette rencontre dure bien longtemps. «Maintenez-vous out ou non votre projet de fermeture de la trésorerie ? C'est une question simple et précise», indique Nicolas Lacroix qui posera cette question, mercredi, à la directrice départementale. Si le projet est effectivement maintenu, il est fort à parier que les élus quitteront la salle.



Environ 300 personnes étaient rassemblées hier midi à Andelot.

FO dans la manif

C'est Rachel Sugneau, responsable FO pour les finances publiques, qui avait tiré la sonnette d'alarme il y a deux semaines quant aux différents projets de fermeture et de restructuration souhaités par la direction départementale. Hier, les représentants syndicaux dont Dominique Perchet, secrétaire départementale, mais aussi Didier Porte, secrétaire confédéral de Force ouvrière, ont participé à la mobilisation.



Les habitants craignent la désertification totale des campagnes.



Des élus qui s'opposent à la disparition des services publics.

I faut garder les services publics. On commence avec la trésorerie et après, ce sera de pire en pire. C'est donc important d'être là ce matin», Jean-Pierre Knoors, d'origine néerlandaise est installé en Haute-Marne depuis quinze ans. Il est même devenu conseiller municipal de Montot-sur-Rognon. Hier, il tenait fièrement, place Cantarel à Andelot, un parapluie bardé de messages pour dire "non". Comme lui, un peu plus de 300 personnes se sont rassemblées en fin de matinée à Andelot pour protester contre la fermeture annoncée de la trésorerie. «Moi, je suis invalide. Si tous les services partent, que vais-je devenir ? Je crains vraiment d'être isolée et d'être obligée de déménager», confiait une habitante du

secteur après le rassemblement. Jacky est président d'association. «Moi, j'ai affaire à la perception pour payer la location des bois, payer des impôts, etc. Ça me rend service», confiait-il. Jugant inadmissible le projet de fermeture de la trésorerie. «Moi aussi, j'y passe pour régler certaines choses», ajoutait un nonagénaire habitant à Ecot-la-Combe.

Savoir dire stop

Il y avait hier, dans les rangs de la mobilisation, des citoyens comme ceux rencontrés dans la rue du Général-Leclerc ou sur la place Cantarel. Mais il y avait aussi beaucoup d'élus, plus d'une quarantaine dont une petite dizaine de conseillers départementaux, les deux sénateurs, et bien sûr la quasi-totalité des maires concernés

par la trésorerie d'Andelot, soit 31 communes et leurs quelque 7 000 habitants. Avec leurs écharpes "bleu, blanc, rouge", tenant une banderole, les élus ont conduit le cortège jusque devant la trésorerie. «La défense des services publics est l'affaire de tous», a déclaré la maire d'Andelot, Marie-France Joffroy pour qui «accepter cette fermeture, c'est accepter l'isolement des administrés et la désertification du milieu rural.» «Il n'y a que les combats que l'on ne mène pas qui sont perdus d'avance», a souligné, pour sa part, Nicolas Lacroix, conseiller départemental de Bologne, selon qui, les maires ont jusqu'à maintenant tout accepté. «Mais, a-t-il pré-

venu, la période d'enfouissement est terminée», a-t-il ajouté, voulant faire d'Andelot le «symbole de

Céline Clément

Plus de photos sur JHM.fr